

**THEME : l'adage selon lequel nul « n'est censé ignorer la loi » peut-il œuvrer avec succès à la finalité du droit africain ?**

Mme la présidente, honorable membre du jury avant de commencer, veuillez recevoir mes salutations les plus distinguées, ainsi que vous charmant auditoire. Je suis AMAH Ellena Ahoefa présente pour soutenir **l'affirmative** du sujet selon lequel : « nul n'est censé ignorer la loi peut-il œuvrer avec succès à la finalité du droit africain »?

D'une part retenons le fait que “ nul n'est censé ignorer la loi” ne laisse pas croire qu'il est impératif de connaître la loi mais plutôt impératif de ne pas l'ignorer. Cela signifie simplement que personne ne peut tirer argument de son ignorance de la loi pour échapper aux sanctions qu'elle prévoit en cas d'infractions.

En ce qui concerne d'autre part la finalité du droit africain, M/Mme la présidente, elle n'est pas univoque. L'Afrique n'a pas qu'un seul droit. Nous distinguons d'une part le droit civil auquel obéissent les pays francophones africains, le droit islamique avec la plupart des Etats islamiques et le common law applicable dans certains Etats anglophones. La finalité du droit africain varie donc en fonction de ces Etats. Même à l'intérieur d'un même système juridique, cette finalité va encore varier selon les disciplines du droit en ce sens qu'alors que le droit de la famille dans notre système juridique par exemple, qui est un droit social vise essentiellement une sécurité juridique entre les diverses relations matrimoniales, le droit des sociétés, le droit commercial ou encore le droit bancaire quant à eux, ont pour finalité la promotion des affaires et l'attractivité économique.

Monsieur le président, si j'inscris ma plaidoirie dans le cadre du droit Ohada, qui est d'ailleurs le model du droit uniforme des affaires en Afrique, la finalité de ce droit tire sa source dans son article 1 que j'aimerais bien vous citer le contenu de mémoire, mais je préfère vous le lire : « le présent traité a pour objet l'harmonisation du droit des affaires dans les Etats Parties, par l'élaboration et l'adoption des règles communes, simples, modernes et adaptées à la situation de leurs économies, par la mise en œuvre de procédures judiciaires appropriées et par l'encouragement au recours à l'arbitrage pour le règlement des différends contractuels ».

M. le président, à la lecture de ce texte, il en résulte que la finalité du droit Ohada s'articule autour de l'harmonisation du droit des affaires, et de l'attractivité économique de l'espace Ohada.

Si l'adage « nul n'est censé ignorer la loi » signifie que personne ne peut tirer argument de sa méconnaissance de la loi pour se soustraire à son application, Ce sujet, placé dans le contexte du droit Ohada peut être reformulé de cette manière : ***Pour que l'Ohada parvienne à l'harmonisation du droit des affaires, qui constitue sa finalité, peut-on admettre qu'un Etat membre de l'Ohada se fonde sur sa méconnaissance d'un acte uniforme pour se soustraire à son application ?***

Pour répondre à cette interrogation, une réponse négative s'impose que ce soit en **droit communautaire en particulier, en droit international en général ou encore en droit interne.**

#### **I. Sur les arguments tirés du droit communautaire.**

Honorables membres du jury, il existe plusieurs communautés en Afrique. Celle de l'UEMOA, de la CEDEAO, de la CEMAC sans oublier l'OHADA. Ma présente plaidoirie sera plus axée sur le droit Ohada, mère du droit uniforme en Afrique.

Peut-on affirmer qu'un Etat de l'Ohada peut se soustraire de l'application d'un acte uniforme de l'Ohada, argument tiré de l'ignorance par cet Etat dudit acte uniforme ? La réponse est déduite par combinaison des articles 8 et 10 du traité de l'Ohada. S'il est vrai que l'article 8 alinéa premier dispose que « l'adoption des actes uniformes par le conseil des ministres requiert l'unanimité des représentants des Etats parties, présents et votants », il est aussi vrai que l'alinéa 2 du même article dispose que « l'adoption des actes uniformes n'est valable que si les 2/3 au moins des Etats Parties sont représentés » et à l'alinéa 3 de renchérir : « l'abstention ne fait pas obstacle à l'adoption des actes uniformes ». Il en résulte que les actes uniformes sont valablement adoptés et s'imposent aux Etats membres même si tous les Etats n'ont pas donné leurs accords ou n'étaient pas présents à l'adoption dès lors que la condition des 2/3 est remplie et que l'acte a été publié au journal officiel de l'Ohada.

A l'article 10 du même traité, l'on peut lire ceci : « les actes uniformes sont directement applicables et obligatoires dans les Etats Parties nonobstant toute disposition contraire de droit interne antérieure ou postérieure ». A la lecture de ces dispositions, M le président, vous conviendriez volontiers avec moi que même non partie à l'adoption d'un acte uniforme, aucun Etat membre ne peut tirer argument de son ignorance dudit acte uniforme pour se soustraire à son application conformément à l'adage « nul n'est censé ignorer la loi ».

Il s'agit ici d'un mandat un peu général donné par les Etat à la communauté pour la prise des actes uniformes. Dans ce cas, ce n'est qu'en appliquant strictement la règle reformulée en ce sens « aucun Etat membre de l'Ohada n'est censé ignorer un acte uniforme » que l'Ohada peut parvenir à une harmonisation du droit des affaires. Ce serait d'ailleurs une mascarade pour l'Ohada s'il fallait que les Etats Parties se cachent derrière leurs ignorances des actes uniformes pour refuser leur application.

Il en est de même en droit **international africain (II)**.

## **II. Sur les arguments tirés du droit international africain en général**

Par droit international, je m'inscris dans la logique des conventions, traités et accords bilatéraux ou multilatéraux qui ne s'inscrivent pas dans le cadre du droit communautaire. M. le Président, l'on vous dira qu'en vertu de l'effet relatif des conventions et accords internationaux, un Etat ne saurait se voir appliquer ces conventions alors même qu'il n'est pas partie. C'est vrai je suis d'accord. Mais encore, M le président que l'on fasse rappel de cet adage « nul n'est censé ignorer la loi ». La loi, ici n'est pas prise au sens d'une obligation contractuelle, qui a force de loi entre les parties. La loi à laquelle fait allusion cet adage, s'entend d'une règle prise par un organe désigné par un groupe d'individus ou d'Etat, lequel organe est investi de pouvoirs d'élaboration desdites règles. Et que lorsqu'on affirme que nul n'est censé ignorer la loi, l'expression nul, ne fait allusion qu'aux personnes désignées comme sujet de ladite loi. Pour preuve, en droit interne où les individus ne sont pas censés ignorer la loi étatique, en matière contractuelle, l'effet relatif de contrats est de principe et l'on peut bien le lire à l'article ..... du code civil :

Dans le cadre des conventions internationales, par « nul », l'on ne fait allusion qu'aux Etats membres de cette convention. Il n'y a donc pas lieu de dire que cet adage implique les Etats tiers à la convention. Un Etat partie à une convention ne saurait donc prétendument soutenir son ignorance de cette convention, et admettre que les Etats parties puissent se soustraire à l'application de ladite convention, la convention ne saurait jamais atteindre son objectif. Ce serait revenir à l'hypothèse de « s'engager et ne pas s'engager », sa tue les accords.

M. le président, honorables membres du jury, jusqu'à ce stade de ma plaidoirie, je ne découvre aucun élément susceptible de démontrer que le droit africain à l'exemple du droit Ohada peut atteindre ses finalité si l'on admet que les sujets de ce droit puisse se soustraire à son application argument tiré de leur prétendue ignorance. Doit-on encore aller chercher ailleurs ? Non, je ne pense pas. Même en droit interne, il serait illusoire d'admettre que les particuliers puissent se prévaloir de leurs ignorances pour échapper à l'application des lois. Cela va devenir un très vilain refrain que tout justiciable ne cessera de chanter dans les tribunaux et ce sera le début d'une instabilité économique.

M. le président, honorables membres du jury, qu'il vous plaise de constater qu'il n'y a pas lieu de soutenir le contraire sans porter entorse à la finalité du droit. Je vous remercie